

**INTERVENTION À L'ASSEMBLÉE PARLEMENTAIRE EURO-
MÉDITERRANÉENNE**

ASSEMBLÉE DE LA RÉPUBLIQUE

18 JUILLET 2008

Mesdames et Messieurs les membres de la Commission pour la promotion de la qualité de la vie, les échanges entre les sociétés civiles et la culture de l'Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne ;

Je voudrais en premier lieu remercier Monsieur le Président de la Délégation de m'avoir fait l'honneur de m'inviter à assister à cette Assemblée parlementaire euro-méditerranéenne et féliciter cette dernière pour le choix des thèmes abordés aujourd'hui.

Le thème qui m'a été suggéré, à savoir *Les flux migratoires en tant que véhicule de développement régional, du point de vue de l'expérience portugaise*, nous renvoie à une matière qui, sans être nouvelle, connaît actuellement de par le monde une incontestable croissance en termes de dimension et d'importance.

En effet, le phénomène des migrations humaines est un fait historique qui va de paire avec la propre évolution de l'humanité. Il s'est vérifié à des moments et dans des circonstances aussi variés que l'établissement des colonies grecques et les conquêtes romaines, en passant par les empires byzantin, arabe et ottoman et par les différents empires asiatiques, jusqu'aux colonisations européennes et aux migrations à grande échelle au XIX^{ème} siècle.

Le phénomène se perpétue de nos jours, avec de nouveaux contours et de nouvelles impulsions suscités par la mondialisation.

Depuis trente ans, le capital et les marchés de biens, de services et de différents genres de travail tissent un réseau global de plus en plus étroit d'interdépendances économiques et, toujours davantage, sociales.

Les migrations font partie intégrante de ces interdépendances.

Actuellement, et selon des données fournies par l'ONU, l'on estime à environ 200 millions le nombre d'immigrants à l'échelle globale. Entre pays d'origine, de transit ou de destination, peu de pays ne sont pas concernés par cette réalité.

Au Portugal, le nombre d'immigrants réguliers est aujourd'hui supérieur à 430 000, de 150 nationalités différentes. Ces chiffres correspondent à 5% de la population totale et à déjà à peu près 10% de la population active du Portugal.

Il s'agit toutefois d'une réalité relativement récente dans notre pays.

Après avoir été, tout au long de l'histoire, le point de départ de flux migratoires, le Portugal est, aujourd'hui, à la fois un pays d'origine et un pays de destination. En d'autres mots, un pays duquel des habitants nationaux continuent de sortir afin de résider et de travailler à l'étranger et, en même temps, un pays vers lequel

affluent des personnes originaires d'autres pays ayant pour but de résider et de travailler ici.

Cette réalité, de par sa nouveauté, paraît, en même temps, peu claire à l'opinion publique portugaise. Celle-ci a tendance à privilégier l'impact de l'immigration et à sous-estimer la dimension continue des émigrants portugais à l'étranger.

Il s'agit d'ailleurs d'une attitude partagée par les opinions publiques européennes.

L'idée que les sociétés d'accueil se font de l'immigration, de son impact et de ses conséquences influence de façon déterminante l'équilibre du phénomène migratoire.

Voilà précisément une première question sur laquelle je me pencherai avec plus d'attention au cours de mon intervention.

Des jugements erronés et toute sorte de représentations négatives par rapport aux immigrants, qui peuvent être - et sont d'ailleurs souvent - promptement adoptés par les opinions publiques nationales, constituent un point essentiel dont il faut tenir compte dans les politiques d'accueil et d'intégration.

Je me réfère, par exemple, à l'idée que l'immigration est un phénomène capable de menacer la santé publique, qu'il s'agit d'un facteur associé à la hausse de la criminalité ou qu'elle représente

une menace pour les citoyens des pays de destination, qui entrent en concurrence avec les immigrants pour des emplois.

Ces idées, parmi d'autres, bien qu'elles soient fausses et se laissent facilement contrarier, peuvent être récurrentes.

En effet, les immigrants contribuent de façon positive à l'économie portugaise, à la résolution du problème démographique, au rééquilibre de la sécurité sociale, ils viennent en aide à leurs familles d'origine grâce à des transferts financiers vers leurs pays, ils contribuent à l'enrichissement de la diversité culturelle du pays de destination et, enfin, il s'agit de femmes et d'hommes à la recherche d'une vie meilleure, comme des milliers de portugais tout au long de notre histoire et encore aujourd'hui.

À une époque où le contexte économique mondial souffre des fragilités que nous connaissons tous, nous risquons facilement de trouver dans les immigrants leurs premières victimes, aussi bien au niveau du travail qu'au niveau social, également en raison de la diffusion de préjugés comme ceux que j'ai cités.

La lutte contre la dissémination de ces idées doit être assumée et nécessairement menée par les différents acteurs jouant un rôle important dans ce domaine.

Dans ce contexte spécifique, une importance particulière revient aux discours officiels des États, à l'intervention des institutions

nationales, des associations et organisations non-gouvernementales et même des médias.

Au Portugal, le discours officiel adopté par le Gouvernement décrit l'immigration comme un élément positif et la reconnaît en tant que facteur de développement et contribution essentielle à plusieurs niveaux.

Je cite, à titre d'exemple, un extrait du *Plan pour l'intégration des immigrants (PII)*, approuvé par la Résolution du Conseil des ministres n° 63-A/2007, du 3 mai 2007, qui s'applique expressément à cette question :

«Le phénomène migratoire, prenant de nouveaux contours pour la société portugaise, représente une contribution importante face à la fragilité interne de la situation démographique, tout en constituant un facteur positif pour la croissance économique, pour la stabilité de la sécurité sociale et pour l'enrichissement culturel du pays.»

Ceci signifie que l'immigration au Portugal n'est pas, aux yeux du Gouvernement portugais, une réalité simplement acceptée ou tolérée, mais, au contraire, un facteur de développement reconnu et désirable dans le cadre de la légalité.

Pour ce qui est du rôle des médias, la Commission pour l'égalité et contre la discrimination raciale (CICDR), organe indépendant spécialisé dans le combat contre la discrimination raciale et qui

travaille avec le Haut commissariat pour l'immigration et le dialogue interculturel (ACIDI), a adopté en 2006 un document – dirigé aux médias et aux forces de sécurité – présentant des recommandations relatives à la divulgation d'informations sur la nationalité, l'appartenance ethnique, la religion ou la possession de documents des suspects d'infractions, afin d'éviter la création, par les médias, de stéréotypes auprès de l'opinion publique.

Il a ainsi été suggéré aux sources d'information d'éviter de révéler, dans leurs communiqués officiels ou officieux d'interventions effectuées, des informations concernant la nationalité, l'appartenance ethnique, la religion ou la possession de documents des personnes soumises à une action policière ou d'inspection ou des auteurs présumés d'infractions pénales ou administratives.

De même, il a été proposé aux médias d'éviter, lors de l'élaboration de nouvelles, les références à la nationalité, à l'appartenance ethnique, à la religion ou à la possession de documents – en respectant leur indépendance éditoriale – aussi longtemps que celles-ci ne fournissent pas d'explications essentielles à la nouvelle.

Cette approche revête une importance décisive, car elle représente une véritable condition pour la concrétisation complète d'un quelconque plan d'intégration des immigrants en tant que résultat de la coopération entre tous les agents de la société portugaise.

En somme, il est impossible de considérer le développement, dans sa relation avec le phénomène migratoire, sans que soit vérifiée et rendue possible, en tant que condition *a priori*, l'intégration effective des immigrants dans leurs pays de destination respectifs.

Aborder les flux migratoires comme un facteur de développement ne se limite pourtant pas à observer leurs conditions et conséquences dans le pays de destination.

La politique d'immigration nationale a conscience de la rupture avec l'idée traditionnelle qui voulait que les immigrants soient des personnes qui « abandonnent » une vie dans le but d'en recommencer une nouvelle dans les sociétés d'accueil.

La logique de la politique portugaise rompt clairement avec cette vision binaire, centrée sur le « pays émetteur » par opposition au « pays récepteur », sur l'émigration et l'immigration, en appuyant son initiative sur la reconnaissance de l'existence d'espaces sociaux et de communautés nettement transnationaux.

Le concept d'intégration des immigrants, qui rejette nettement les modèles d'exclusion et d'assimilation, rejette également la notion répandue d'immigrants en tant que groupes sédentaires qui développent des relations statiques, exclusivement dans le lieu où ils se trouvent.

Au contraire, les citoyens immigrants sont perçus comme faisant partie de deux mondes ou même plus, dynamiquement liés entre eux, et la propre migration transnationale comme un processus que les immigrants développent et maintiennent, en établissant des connections entre leurs lieux d'origine et de destination.

Ainsi, les sociétés concernées sont vues aussi comme un champ d'étude continu et unique, caractérisé par la relation entre les pratiques qui forment l'expérience transnationale des immigrants.

Le *Plan pour l'intégration des immigrants* prévoit d'encourager le développement de systèmes de transferts d'argent, à travers des institutions financières - bancaires ou non - publiques ou privées, ainsi que de promouvoir la concurrence sur le marché, afin de mener à une réduction des prix et à une amélioration des services fournis.

En ce sens, l'ACIDI permet actuellement sur son site Internet l'accès aux produits bancaires des banques qui proposent des offres destinées spécifiquement aux immigrants, ainsi que les conditions et les frais des transferts d'argent. Ces informations peuvent être consultées à travers le lien Questions Fréquentes, sous le titre Transferts financiers.

Le *Plan d'intégration* prévoit également d'établir des partenariats avec les gouvernements des pays d'origine, en articulation avec les

ambassades du Portugal, afin de garantir la prestation d'informations aux citoyens désireux d'émigrer au Portugal.

Je cite, à titre d'exemple, l'initiative CAMPO, dans la ville de Praia, au Cap-Vert. Cet espace d'information, né d'un accord entre l'ACIDI, l'Institut portugais d'aide au développement (IPAD) et l'Association d'immigrants des Açores, cherche à accueillir et à conseiller les citoyens immigrants qui souhaitent émigrer au Portugal, ainsi qu'à leur fournir toutes les informations importantes.

Nous sommes convaincus que ces mécanismes permettent non seulement aux immigrants une prise de décision initiale en toute conscience, mais facilitent aussi leur intégration postérieure dans notre pays.

Une autre action prévue par le *Plan d'intégration*, à réaliser grâce à des accords bilatéraux, est la création de conditions permettant la « migration circulaire », avec un retour permanent ou temporaire des immigrants à leurs pays d'origine respectifs, sans perte des droits acquis.

L'esprit d'entreprise de la communauté d'immigrants fait également partie des aspects soutenus et encouragés au Portugal.

De même, la participation des ONG, d'entreprises et d'institutions des pays d'accueil et d'origine est considérée, dans ce contexte, comme une condition fondamentale pour profiter au maximum de

ces investissements et du capital (physique et humain) mobilisé. Il s'agit, par exemple, de la présence, dans les entreprises portugaises, de travailleurs immigrants originaires de pays avec lesquels ces entreprises entretiennent des relations commerciales privilégiées.

La relation des étudiants étrangers avec leurs pays d'origine représente également un des axes principaux de la politique d'immigration au Portugal qui devra, selon le *Plan d'intégration*, être développé, notamment à travers:

- l'organisation de voyages réguliers à leurs pays d'origine ;
- l'élaboration de recherches et de travaux sur ces pays durant la période d'études ;
- la promotion de stages professionnels intégrés dans les études ou fonctionnant en tant que complément ;
- l'aide à l'intégration sur le marché du travail des pays d'origine.

Deux autres mesures prévues sont la définition d'objectifs pour l'attribution de bourses d'études différenciés selon les pays, en fonction des nécessités stratégiques respectives, ainsi que l'intégration de stages dans des projets concrets de développement bénéficiant de l'aide de l'IPAD.

Outre ces mesures, l'encouragement à la création et au soutien d'associations d'immigrants représente actuellement l'une des grandes priorités. Ainsi, le Haut commissariat pour l'immigration a,

en 2008, augmenté les aides financières aux activités de ces associations d'à peu près 30%, par rapport à 2007.

Dû à la mondialisation que nous vivons et à la croissance du phénomène migratoire, surtout du sud vers le nord, l'on assiste également à un rapprochement toujours plus grand de civilisations. C'est pour cette raison que l'Union européenne a décidé de célébrer, en 2008, l'Année européenne du dialogue interculturel.

En conclusion, permettez-moi de souligner la nécessité de promouvoir le dialogue entre cultures et de faire prendre conscience aux sociétés des pays d'accueil de l'importance du dialogue interculturel en tant que facteur de développement des pays d'accueil.

Dans ce contexte, Fernando Pessoa a écrit un vers adopté, au Portugal, comme devise de l'Année européenne du dialogue interculturel et que je voudrais citer comme mot de la fin:

Sois pluriel comme l'univers.